

AGENTS DE SECURITE

Le blog de la sécurité privée : <http://www.83-629.fr/>

Coronavirus : une femme crache sur des agents de sécurité du CHU de Nantes

France Bleu Loire Océan - 1 avril 2020 - Par Grégory Jullian,

Une femme de 23 ans doit comparaître ce mercredi devant la justice après avoir été interpellée ce mardi au CHU de Nantes. Vers 13h30, **elle se présente à l'accueil de l'hôpital et crache sur deux agents de sécurité** affirmant qu'elle est porteuse du coronavirus. Arrêtée, elle subit un scanner qui révèle qu'elle est négative au Covid-19. En garde à vue, la jeune femme a reconnu les faits. Les deux agents de sécurité ont porté plainte.

Coronavirus. À Bollène, un homme de 31 ans est mort des suites du Covid-19

Le Dauphiné - 02 avr. 2020

Un jeune homme de 31 ans est mort d'une détresse respiratoire aiguë liée au coronavirus a-t-on appris ce jeudi. Résidant à Bollène, ce dernier travaillait comme agent de sécurité à la base d'Intermarché de Pierrelatte. Selon nos informations, il avait repris le travail il y a peu de temps après avoir été arrêté après avoir contracté le Covid-19. Il était en train de se remettre doucement lorsqu'il a rechuté et fut victime d'une embolie pulmonaire.

Coronavirus : décès d'un deuxième agent de sécurité en France, annonce la CGT

franceinfo, jeudi 2 avril

Un deuxième agent de sécurité est mort des suites du coronavirus Covid-19, en France, a annoncé à franceinfo, jeudi 2 avril, la fédération CGT Commerce et Services.

Son employeur a confirmé qu'un agent de protection est décédé. L'homme "avait 65 ans et travaillait depuis octobre 2012 au sein de notre filiale Lancry Protection Sécurité qui assure l'activité Sécurité du Groupe Atalian. Il exerçait dernièrement la fonction d'agent de sécurité en gare", indique le groupe dans un communiqué transmis à franceinfo. Atalian ne souhaite pas se prononcer "sur les causes médicales du décès" de son salarié.

Le syndicat avait déjà révélé le décès d'un agent, responsable de la sécurité au centre commercial O'Parinor, le 22 mars. Un troisième décès est avancé par la fédération CGT Commerce et services, sans que franceinfo n'ait pu en avoir confirmation. "Aujourd'hui on parle des caissières, car on les voit en premier, mais il y a énormément de salariés qui payent le prix fort", estime sur franceinfo, jeudi, Amar Lagha, le secrétaire général de la fédération CGT Commerce et Services. "Ce sont des personnes, des précaires, envoyés au charbon", explique Amar Lagha.

La CGT annonce 246 cas avérés chez les agents de prévention et de sécurité ainsi que 49 cas suspects.

Coronavirus. Les agents de sécurité aussi en première ligne

Le Républicain Lorrain - 26 mars 2020 - Par Michel LEVILLAIN

Parmi les personnels en première ligne dans cette épidémie, on parle peu des agents de sécurité. Pourtant, ils ont été et sont encore le premier rempart, notamment dans les grandes surfaces, où ils ont dû faire face à la tension et l'incivilité. Dans les lieux publics ou privés, le point avec deux sociétés.

« Les agents de sécurité sont en première ligne et font leur travail de façon formidable ! », confie Éric Ferro, directeur de JMP. « Peut-être que la nouvelle version du tube de Goldmann fera réfléchir les gens sur un tas de choses... »

Si la population doit rester confinée, il est des catégories de personnel qui sont obligées de poursuivre leurs missions. C'est le cas des agents de sécurité dont on parle peu. Ils sont pourtant en première ligne. Le groupe JMP Sécurité gère notamment l'enseigne Auchan (B'est), l'Intermarché de Sarreguemines ou le Super U de Rohrbach-lès-Bitche. « Nous ne sommes pas là pour faire la police, explique Éric Ferro, le directeur, mais pour essayer de faire respecter les règles, dans l'intérêt de tous. »

Aucune protection

Parfois dans un contexte de tension difficile à gérer. « Tout le monde a pris ça à la légère... Et il y a un autre problème, cette vision péjorative du vigile. Nos gars sont des pros, formés, agréés, mais ils se font insulter dix fois par jour. Ce qui est psychologiquement usant... D'autant qu'eux, contrairement aux hôtesses de caisse, « n'ont aucune protection, alors qu'ils sont au contact direct de personnes potentiellement malades ».

Coronavirus. Un agent de sécurité employé par Samsic décède en région parisienne

Ouest France – 23/03/2020

Un agent de sécurité âgé de 45 ans, responsable de sécurité du centre commercial d'Aulnay-sous-Bois, est mort ce week-end après avoir été contaminé par le covid-19. Le quadragénaire, employé par la société Bretonne Samsic, était également militant CGT.

Alain Siekappen Kemayou, 45 ans, était responsable de la sécurité du centre commercial d'Aulnay-sous-Bois. Il est mort ce week-end après avoir été contaminé par le [covid-19](#). La société Rennaise Samsic, qui l'emploie depuis 2019, a tenu à lui rendre hommage dans un communiqué : C'est avec une immense tristesse et un profond désarroi que nous apprenons la disparition de Alain Siekappen Kemayou, survenue ce week-end des suites d'une infection au Covid-19. Alain Siekappen Kemayou faisait partie de nos équipes depuis 2019 et opérait sur ce site depuis 2001. »

Ancien athlète de haut niveau

La direction générale du groupe Samsic poursuit : Unanimement reconnu pour sa gentillesse et sa disponibilité, il a toujours fait preuve d'un professionnalisme hors pair. Il aimait profondément son métier qu'il pratiquait depuis 20 ans. Nous souhaitons rendre hommage à l'engagement sans faille dont Alain a toujours fait preuve et à son implication totale à l'égard de ses clients et de ses équipes. Il était par ailleurs un ancien athlète de haut niveau. Très investi dans le milieu associatif, il entraînait des jeunes à sa spécialité, le karaté. Nous présentons toutes nos condoléances à sa famille à laquelle nous apporterons .

Les inquiétudes de la CGT

Alain Siekappen Kemayou était également militant à la CGT. La fédération CGT Commerce, dans un communiqué, a tenu à présenter ses sincères condoléances à la famille de notre regretté camarade Alain. Le syndicat s'inquiète : Nous exigeons encore une fois que toutes les mesures de protections soient mises en place immédiatement pour les salariés qui n'ont pas d'autres choix que de travailler.

Coronavirus - la grogne monte chez les agents de sécurité

Les échos - Publié le 30 mars 2020 à 14h33 Par Martine Robert

La grogne monte chez les agents de sécurité. Déjà dépourvus de masques, ils réclament une prime de 1.000 euros comme les salariés de la grande distribution, ce que le secteur n'est pas en mesure de verser. Les effectifs nécessaires pour assurer une sécurité minimum pourraient manquer rapidement.

La sécurité privée paie aussi un lourd tribut au coronavirus. « Nous estimons enregistrer une baisse d'activité de 60 à 75 %, avec des situations très variables. L'événementiel, le sport, la culture, ont été frappés les premiers par les interdictions de rassemblement, ce qui a paralysé les sociétés de sécurité spécialisées autour des concerts, matchs ou réceptions », constate Cédric Paulin, le secrétaire général de GES - le Groupement des entreprises de sécurité. Stand'Up, axé sur les foires et salons, ou Gest'n Sport, qui a pour clients le Stade de France, le PSG ou France Galop, ont souffert dès le début.

« Puis une seconde vague de restriction est arrivée, aboutissant à la fermeture des bars, restaurants, grands magasins et commerces non alimentaires, usines et entreprises. Seuls ont alors été maintenus quelques agents de sécurité ici ou là pour parer aux risques d'incendie, d'intrusion et de dégradation », poursuit le secrétaire général de GES.

Sécuriser les hôpitaux

Et là où l'économie fonctionne au ralenti - logistique, transport, infrastructures telles que les gares ou aéroports, transport de fonds...-, la réduction de voilure reste sévère pour les vigiles.

Seules niches où, à l'inverse, la demande d'agents de surveillance s'est intensifiée : celles où l'activité est encore plus soutenue qu'à l'ordinaire, dans la grande distribution pour réguler les files d'attente et faire respecter les distances, devant les pharmacies, les hôpitaux... ou encore dans la télésurveillance pour venir au secours de personnes âgées et vulnérables.

Pas de vases communicants

Problème, les transferts de personnel sont tout sauf évidents. « Contrairement à toute logique, il n'y a pas de vases communicants d'un secteur à l'autre », regrette Cédric Paulin. D'abord, parce qu'il existe globalement une pénurie d'agents : certains font jouer leur droit de retrait, d'autres ont des enfants à garder, souffrent de pathologies chroniques qui les fragilisent ou encore sont en quarantaine... Et malheureusement, le patron d'une entreprise en chômage partiel ne peut prêter de personnel à un confrère.

Ensuite parce que, selon le type d'intervention, les agents de sécurité ne reçoivent pas la même formation et ne sont donc pas interchangeables. Enfin, à l'intérieur d'une même spécialité, il n'est pas possible d'envoyer un employé sur un site trop éloigné de son domicile...

Des supermarchés aux sites désaffectés

L'incitation par Bruno Le Maire aux entreprises assurant la continuité économique à verser une prime de 1.000 euros à leurs salariés en activité a eu, par ailleurs, un effet pervers. « Notre secteur, très touché par la pandémie, a déjà des marges nettes de 0,10 % à 0,5 % en temps ordinaire. Il n'est pas en capacité de verser une telle somme. Pour la grande distribution, c'est différent, car tous les consommateurs sont quasiment contraints de s'y approvisionner en ce moment, et en plus, elle a pour habitude de négocier très durement les contrats avec ses prestataires comme nous », poursuit le dirigeant de l'organisation professionnelle.

Du coup, la grogne monte chez les agents de sécurité, déjà furieux de ne pas avoir de masques. Certains se livrent au chantage à l'arrêt de travail, avec pour slogan « soit la prime, soit les masques ». En crise, la profession se sent mal-aimée. « Là où les autorités d'autres pays (Québec, Italie, Espagne) ont publiquement reconnu la nécessaire et utile participation de la sécurité privée à la continuité de l'activité pour les lieux encore ouverts ou ceux fermés et restreints à sécuriser, rien de tel en France », regrette le GES.

Des autorisations de circuler aux places réservées en crèche ou école pour les enfants des agents de sécurité au travail, en passant par l'accès spécifique au matériel de protection sanitaire pour ceux intervenant dans les hôpitaux, pharmacies, supermarchés, la liste des récriminations est longue.

Le sujet est tout sauf anodin : il faut aujourd'hui les effectifs nécessaires pour assurer une sécurité minimum dans une période où la continuité d'activité est indispensable, où des bâtiments entiers à l'abandon pourraient être pillés.

La surveillance humaine représentait en 2018 plus de 177.000 salariés répartis dans 6.500 entreprises (auxquels s'ajoutent 3.500 autoentreprises) générant un total de 7,57 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Martine Robert

Confinement- les agents de sécurité face au virus et à l'incivilité

La Croix - le 24/03/2020 à 13:55 par Ludovic Séré

Particulièrement exposés au virus dans les centres commerciaux, gares, hôpitaux ou aéroports, et en manque de matériel sanitaire, des agents de sécurité font valoir leur droit de retrait. Un de leurs représentants syndicaux est décédé du Covid-19, le week-end du 21 et 22 mars.

À l'image des policiers et des gendarmes, les agents de sécurité manquent cruellement de matériel pour se protéger du coronavirus (photo d'illustration).

Ils complètent la liste des métiers indispensables et souvent ignorés. Les agents de sécurité ont perdu l'un des leurs, ce week-end du 21 et 22 mars, des suites du Covid-19. Représentant syndical, il était responsable de la sécurité dans un centre commercial d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis.

Coronavirus : un agent de sécurité agressé par un client qui voulait acheter de la vodka

RTL - 28/03/2020 À 22:37

Un agent de sécurité d'une grande surface a été agressé par un client qui souhaitait acheter de la vodka, produit qui ne figure pas parmi l'"es achats de première nécessité".

Jeudi 26 mars, un agent de sécurité s'est fait agresser par un client qui souhaitait acheter une bouteille de vodka, rapporte *Ouest-France*. Un homme âgé de 19 ans, connu des services de police, a été convoqué par les autorités judiciaires.

Alors que le consommateur sortait d'une grande surface de Lannion (Côtes-d'Armor) avec comme seul achat une bouteille de vodka, un agent de sécurité lui aurait fait une remarque, **l'alcool n'étant pas considéré comme un achat de première nécessité** pendant la période de confinement. Le client, vexé, lui a alors décroché un coup de poing : la victime a pu bénéficier d'une **interruption temporaire de travail (ITT) d'un jour** pour "violences volontaires aggravées".

Le Lannionnais âgé de 19 ans, déjà connu des services de police, a été convoqué devant la justice le 5 juin prochain, "**en comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)**".

LA SÉCURITÉ PRIVÉE À L'HEURE DU CORONAVIRUS

PREVENTICA - 18/03/2020 - MAGALI ROSSIGNOL

Le Groupement des Entreprises de Sécurité Privée a publié un communiqué pour alerter les pouvoirs publics sur la situation particulière du secteur.

Face à la situation exceptionnelle que connaît la France afin de lutter contre l'épidémie COVID19, les entreprises de sécurité privée, comme d'autres bien évidemment, font face à de multiples difficultés.

Dans son communiqué publié lundi 16 mars, le GES (Groupement des Entreprises de Sécurité Privée) demande à ce que les entreprises de sécurité privée bénéficient de dérogations de circulation pour ses personnels, à savoir

- les agents de sécurité privée (incluant les opérateurs de télésurveillance) ;
- les agents de sécurité incendie (SSIAP) ;
- les salariés chargés de la maintenance curative des systèmes de sécurité électronique ;
- l'encadrement intermédiaire de proximité ;
- les dirigeants d'entreprises.

Cette dérogation aux restrictions dans le cadre des mesures de confinement vise à assurer la sécurité des activités qui seront encore autorisées mais également pour assurer la sécurité d'un certain nombre de points sensibles et/ou d'importance vitale. De même, les sites et lieux désormais fermés, comme les sites industriels ou même tertiaires, nécessitent, pour des raisons de maintien de l'ordre et de respect de certaines réglementations (notamment incendie), d'être gardiennés et surveillés un minimum.

Le GES demande également à ce que les entreprises de sécurité privée bénéficient d'un approvisionnement en gels, masques et gants, pour assurer la sécurité de leurs agents et la possibilité pour certains agents de sécurité de bénéficier de la garde de leurs enfants dans les crèches et écoles, comme pour certaines autres professions indispensables.

Enfin, en prévision du retour à la normale, le groupement souhaite que des mesures soient d'ores et déjà prises, à savoir la prolongation de la durée de validité des cartes professionnelles des agents de sécurité ainsi que des qualifications des agents de sécurité incendie lorsque nécessaire, compte tenu des retards pris dans les formations en recyclage.

Valenciennes – agressé à Supeco, un agent de sécurité dans le coma artificiel

La voix du Nord - Catherine Bouteille | 21/02/2020

Depuis mercredi soir, un agent de sécurité, qui travaille au Supeco de Valenciennes, est toujours plongé dans un coma artificiel. Il aurait été agressé par un client qui aurait été surpris en train de voler. Une enquête de police a été ouverte.

Toulouse - la vidéo choc des agents de sécurité des HLM agressés au Mirail

Publié le 06/02/2020 à 08:32 , mis à jour à 14:47

La soirée a été agitée au quartier du Mirail mercredi soir. Vers 21 heures, les équipes du

En arrivant au niveau du cheminement Louis Auriacombe, connu pour le trafic de stupéfiants qui y est organisé, des petits groupes d'individus se sont constitués autour des agents du GITEs en les invectivant. Puis, des pierres ont été lancées sur eux.

Ils ont essuyé des jets de cocktails molotov

Petit à petit, ces hommes chargés de la sécurité se sont fait encercler. Ils auraient alors essuyé des jets de cocktails molotov, "des bouteilles remplies de carburant et enflammées", selon Fabien Morvan, le directeur adjoint du GITEs. Un de leur véhicule a été touché, mais les dégâts ne seraient pas importants.

Les policiers ont été appelés en renfort pour disperser les agresseurs. Tout est revenu à la normale quelques minutes après leur arrivée. De source policière, deux personnels du GITEs ont été blessés au visage suite aux lancers de grosses pierres. Le casque d'un agent s'est fendu. "Heureusement que les blessures ne sont pas graves. Nous avons déposé plainte. C'est inadmissible d'être agressés de la sorte. Nous veillons sur la tranquillité des habitants, eux-mêmes pris en otage par ces individus", regrette Fabien Morvan.

Depuis un an, le GITEs, financé par Les Chalets et Patrimoine Languedocienne, deux bailleurs sociaux privés à Toulouse, multiplie les rondes dans les résidences HLM. Son travail permet notamment d'apaiser la vie des habitants du quartier et par ricochet de freiner le trafic de stupéfiants. Ce n'est pas la première fois qu'ils se font agresser, puisqu'en septembre déjà, ils avaient été caillassés au Mirail.

Une enquête pour tentative de meurtre a été confiée au service régional de police judiciaire (SRPJ).

Niort. Agression violente d'un agent de sécurité et d'un responsable à Carrefour

Ouest-France- 14 jan20

Le responsable et un agent de sécurité de l'enseigne Carrefour ont été blessés par des individus ce lundi 13 janvier 2020. L'agression s'est déroulée au niveau des caisses automatiques devant des clients médusés par cette scène de violence peu habituelle à Niort.

Lundi 13 janvier, les clients présents au niveau de l'entrée de l'enseigne Carrefour, ont assisté à une scène surréaliste et heureusement peu habituelle. Il est un peu moins de 19 heures lorsque trois individus, chariot à la main, se présentent aux caisses automatiques. Mais au lieu de scanner tous les produits, ils n'en passent qu'un minimum. Des agents de la sécurité voient le manège et interviennent. Ils engagent la conversation et leur demandent d'ouvrir les sacs. Le ton monte rapidement. À l'extérieur du magasin, une dizaine d'individus aperçoivent leurs trois copains. Ils pénètrent alors dans l'enseigne pour leur venir en aide. Des coups fusent. L'un d'eux sort même un couteau et menace le responsable du magasin. D'autres, sont munis de bouts de bois. Le responsable et un agent de sécurité seront légèrement blessés dans l'affrontement. À l'arrivée de la Police, les protagonistes ont disparu. Cette violente agression fait aujourd'hui l'objet d'une enquête.